REGION DE PARIS ST LAZARE

Tous ensembles le 8 FÉVRIER à PARIS

Quel que soit notre métier, que nous soyons actifs ou retraités, Exécution, Maitrises ou Cadres, nous sommes tous concernés par les projets régressifs qui s'apprêtent à frapper le monde ferroviaire et en particulier l'entreprise publique SNCF.

Le gouvernement a fixé à Jean Cyril Spinetta (ex PDG d'Air France) l'objectif de tracer les contours d'une nouvelle réforme du ferroviaire qui va plus loin que celle de 2014 qui avait déjà éclaté l'entreprise en 3 EPIC.

Il doit définir un « nouveau modèle économique » qui visera, entre autres, à faire supporter le poids de la dette aux cheminots, y compris en exigeant des contreparties concernant nos droits sociaux et de nouvelles purges sur l'emploi à statut.

Le gouvernement, avec l'appui zélé de la direction SNCF, envisage de façon dogmatique, l'ouverture à la concurrence comme la solution à tout. Elle n'améliorera pas le quotidien de nos concitoyens, pire, elle ajoutera sur le réseau actuel des intervenants qui viendront compliquer une situation déjà bien difficile. On ne fait pas du train comme on vend des forfaits téléphones.

Les investissements de ces dernières décennies, notamment dans les LGV au détriment du réseau classique, ont été imposés par l'Etat à la SNCF. Il est inconcevable de vouloir faire supporter cette dette (qui génère chaque année 1,7 milliard d'euros d'intérêts qui part directement dans la poche des banquiers) aux usagers et aux cheminots.

Le poids de la dette est prétexte à la fermeture de gares, de lignes, de guichets, à la suppression massive d'emplois cheminots (2000 prévus en 2018, moins 6288 en 5 ans), au recours massif à la sous-traitance, entre autres.

Ce n’est pas en continuant de détériorer les conditions de travail de l’ensemble des cheminots , avec de tels choix budgétaires, que la production, la régularité, la sécurité, les conditions de transports des usagers vont s’améliorer.

Ce n’est pas non plus avec son projet de rattachement de près de 800 agents de PSL, travaillant pour l’activité InterCité, à la Normandie que les dysfonctionnements au quotidien, les conditions de travail des cheminots vont s’améliorer. En s’organisant par lot tout est fait au contraire pour faciliter la vente à la découpe de notre entreprise publique.

Il y a urgence à se mobiliser contre la stratégie de la direction SNCF et du gouvernement qui vise à réduire nos droits et à éclater le service public ferroviaire.

POUR : le retour à une entreprise publique unique et intégrée : La SNCF ;

POUR : le maintien et le développement du statut et de notre régime spécial ;

POUR : une augmentation générale des salaires et des pensions ;

POUR : l’arrêt de toutes réorganisations qui détruisent l’emploi et détériore les conditions de travail

POUR : Le maintien et le développement des Facilités de Circulation, des logements en direction des cheminots et leurs familles.

Les organisations syndicales CGT, SUD-Rail, UNSA, FO appellent tous les cheminot(e)s à participer massivement à la manifestation nationale des cheminots.

LE 08 FEVRIER 2018

13 H - PLACE DE LA REPUBLIQUE A PARIS